

BAC

SNCA e.i.L Convergence

e. comme Efficacité
i. comme Indépendance
L. comme Laïcité

TRIMESTRIEL
Prix : 1 €uro

BULLETIN DES AGREGES ET DES CERTIFIES N° 39

Janvier Février Mars 2011

Bulletin des Agrégés et Certifiés de
l'Education Nationale

SNCA

Certifiés, Agrégés e.i.L.

Convergence

5, rue Clisson 75013 Paris

06 84 57 20 75

FR41@wanadoo.fr

gc.rocche@orange.fr

www.snca-nat.fr

SOMMAIRE du seul BAC authentique

- P. 1 : Enseignement pro : une exigence populaire et républicaine
- P. 2 : L'absurdité de la situation faite à l'enseignement professionnel
- P. 3 : L'enseignement professionnel au cœur de l'identité nationale
- P. 6 : L'apprentissage
- P. 8 : Pour la dignité de l'enseignement pro, de ses professeurs et de ses élèves
- P. 11 : La valeur du travail : statut et rémunération

BAC n° 39

Janvier Février Mars 2011

TRIMESTRIEL

Directrice de la Publication

Françoise ROCHE

N° CPPAP : 09075S 06175

N° ISSN : en instance

**CONCEPTION &
REALISATION**

au siège

5, rue Clisson 75013 PARIS

Spécial Enseignement professionnel

Congrès de Langres du 14 janvier 2010

Motion générale

4ème partie

Le Congrès de Langres (14 janvier 2010) avait mandaté le secrétariat national afin qu'il organise la synthèse de tout ce qui avait été abordé et dit concernant l'enseignement professionnel. Le présent n° 39 de BAC présente cette synthèse.

Enseignement pro : une exigence populaire et républicaine

« L'homme est le plus intelligent des animaux parce qu'il a des mains »

Anaxagore, philosophe grec Vème siècle av. JC

« L'homme a des mains parce qu'il est le plus intelligent »

Aristote, philosophe grec IVème siècle av. JC

Il est possible que certains s'interrogent sur la pertinence de voir traiter la question du présent et de l'avenir de l'Enseignement Professionnel Public par le Congrès du Syndicat National des Certifiés et Agrégés e.i.L. Convergence. Il faut simplement qu'ils se souviennent de deux faits :

1/ L'esprit fédérateur d'Efficacité Indépendance Laïcité a trouvé refuge dans le SNCA e.i.L. Convergence et, pour cette raison, des militants relevant d'autres statuts que ceux des Certifiés et Agrégés ont souhaité le rejoindre.

2/ Les statuts modifiés – et adoptés par ce même congrès – prévoient des commissions ouvrières destinées à accueillir, pour chaque corps, les militants et les adhérents qui en font la demande : en quelque sorte le SNCA e.i.L. Convergence fonctionne à l'interne comme une fédération.

Etrange pratique diront les mêmes, ou d'autres ...

Pour les congressistes, il s'agit, au contraire, de montrer la route de l'indépendance et de l'efficacité du syndicalisme quand il est, sans faux semblant, laïque et, par conséquent, républicain.

C'est le chemin de l'avenir qu'il défriche.

I - L'absurdité de la situation faite à l'enseignement professionnel

A) Les faits ou « La connerie qu'il ne fallait pas faire »

Sous prétexte de rénovation de la voie professionnelle de formation initiale et, en ouverture de la réforme plus générale du lycée, Xavier DARCOS, au vu de l'expérimentation qui était conduite depuis 2002* par l'Union patronale des Industries et Métiers de la Métallurgie (UIMM), et sans que cette expérimentation ait été le moins du monde évaluée, l'a généralisée à l'ensemble de l'Enseignement Professionnel.

Cela a abouti à supprimer le BEP et à instaurer le bac pro en 3 ans, préparé dès la sortie de 3ème.

Cette suppression d'un examen professionnel diplômant et cet alignement du bac pro sur les autres baccalauréats ont été permis par **la collaboration co-gestionnaire du SNETAA avec le gouvernement**. Ils traduisent, conjointement, la dominante malthusienne et inégalitaire qui prévaut au cœur de l'idéologie libérale dont ils sont l'expression dans le système éducatif. Et, comme de bien entendu, cette inégalité et cette injustice s'exercent d'abord aux dépens des jeunes les plus modestes, voire les plus démunis !

Le SNCA e.i.L. Convergence a été le seul syndicat à déposer devant le Conseil d'Etat une requête pour annuler cette généralisation de l'expérimentation faite par l'UIMM. Messieurs les Conseillers d'Etat, qui ne sont pas à une bourde près, ont commis celle de rejeter cette requête.

N'empêche que, très vite, la « réforme », c'est-à-dire la mise au rebut, de l'Enseignement Professionnel, est apparue comme **une erreur non seulement pédagogique mais aussi politique**. Cela a valu à DARCOS d'être privé de « sa » réforme du Lycée puisque, après avoir été contesté par les élèves et la profession, il a été mis sous la tutelle de Richard DESCOINGS avant d'être remplacé par Luc CHATEL au ministère de l'Education Nationale. Depuis, il a tout simplement disparu de la sphère gouvernementale.

Est-ce à une élimination de la sphère syndicale que prélude, par ailleurs, le passage du SNETAA à FO ?

Aux dires de certaines instances « informelles » de hauts fonctionnaires, cette « réforme » a été « la connerie qu'il ne fallait pas faire ». Elle restera, toutefois et à jamais, co-signée par le gouvernement FILLON I, son ministre de l'Education Nationale, DARCOS, et le SNETAA.

B) La situation actuelle

1/ Pour les élèves

Si, à la première rentrée en seconde du nouveau bac pro 3 ans, les personnels enseignant dans les LP les matières générales ont souvent été frappés par un niveau en rupture positive avec celui des élèves de première année du bac pro 2 ans, force est de constater que la sociologie des élèves de LP n'a pas été sensiblement modifiée. Ce sont toujours les jeunes filles et les jeunes gens issus de familles modestes et souvent récemment immigrées qui constituent le gros des élèves de cette formation initiale professionnelle, même fortement édulcorée quant à sa spécificité.

Il va de soi que ces élèves sont, comme beaucoup de leurs camarades des voies générales et technologiques, encore mal socialisés. Ce qui est particulièrement dommageable pour eux puisqu'ils sont soumis à des stages, qu'ils aient ou non choisi la préparation au baccalauréat en alternance. En effet, les entreprises, patrons et salariés confondus, sont rares qui acceptent d'accueillir un peu longuement des adolescents immatures et tant soit peu incivils. Cette difficulté à trouver si jeune une place, même momentanée, dans l'entreprise n'est pas le meilleur passeport pour l'avenir.

2/ Pour les PLP

- Les auteurs de la suppression du BEP et de la mise en place du bac pro 3 ans ont tenté de justifier leur mauvaise action sociale par la volonté de sauver le corps des PLP. Eh bien, ils ont tout faux ! En effet, cette « rénovation –liquidation » de l'Enseignement pro est indissociable de la RGPP** dont l'objectif prioritaire est la diminution accélérée des postes de titulaires des Fonctions publiques. Dans le secteur éducatif, le corps des PLP est le plus âgé. Il y a donc beaucoup de départs à la retraite dont seule une moitié est remplacée : le corps des PLP se rétrécit comme la peau de chagrin du roman de Balzac ! A croire que c'était ce rétrécissement RGPPiste qui était le souhait principal des cosignataires de la réforme de l'enseignement pro !

- Pour compenser la disparition du BEP, tous les élèves de LP doivent, en même temps qu'ils préparent le bac pro 3 ans, préparer le Diplôme Intermédiaire (DI) obtenu au terme de 5 épreuves en Contrôle en Cours de Formation (CCF). Seuls les apprentis, ceux qui préparent le bac pro en alternance, sont dispensés de l'obligation de la préparation du DI. Mais, malgré la surcharge de travail que représente l'organisation des épreuves du CCF menée conjointement avec la préparation des élèves au baccalauréat, nombre de PLP souhaitent que leurs apprentis bénéficient des mêmes « qualifications » que leurs autres élèves. En quoi ils ont raison. Mais il ne faudrait pas oublier ce que dit l'autre : « travailler plus pour gagner plus » ... Pour l'heure, les PLP n'en sont qu'à la première partie de cette magistrale affirmation ; ils attendent, avec une impatience sceptique, la réalisation de sa seconde partie.
- La surcharge de travail induite par la « réforme », sans reconnaissance pécuniaire de ce travail supplémentaire, est d'autant plus difficiles à supporter que les conditions de mise en œuvre de la dite réforme sont des plus incohérentes. Il semblerait qu'en vue d'une réforme du BEP qu'elle attendait, l'Inspection Générale des disciplines générales de l'Enseignement pro ait préparé de nouveaux programmes appuyés sur de nouvelles méthodes d'acquisition. Si ce travail de l'IG ne s'applique pas au BEP, et pour cause, du moins est-il devenu une base innovante pour l'enseignement préparant au bac pro. Mais, pour des raisons qui échappent actuellement au SNCA e.i.L. Convergence, et qui sont peut-être très honorables, dans le domaine des disciplines professionnelles l'Inspection Générale n'a pas fait un travail équivalent. Force est donc d'utiliser les vieux programmes du BEP et du bac pro 2 ans ce qui pour un travail préparatoire réparti sur 3 années exigent des adaptation de ce qui se faisait naguère en 2 fois 2 ans, soit 4 ans ... Or, l'absence de directives claires des IG sur ce qu'il faut enseigner, et comment, rend ces adaptations aléatoires, voire sujettes à caution. Donc, c'est la pagaille ! Ce qui n'est bon ni pour les élèves, ni pour leurs professeurs.

Voilà donc une réforme/rénovation/modernisation/liquidation, qui se fait dans les établissements dans l'anarchie et l'injustice dommageables l'une et l'autre tant aux élèves qu'à leurs profs. Avec, cerise sur le gâteau, cette réalité incontournable : aucune branche patronale ne veut plus du bac pro 3 ans, même pas l'UIMM !

La sottise politique et la trahison syndicale débouchent sur la même question : comment revenir sur cette « réforme » ?

II - L'enseignement professionnel au cœur de l'identité nationale

Il est à souhaiter que, pour « revenir » sur cette réforme, on ne reprenne pas les mêmes, ou leurs équivalents, pour refaire les mêmes sottises, ou leurs équivalents.

C'est la raison pour laquelle le SNCA e.i.L. Convergence, réuni en congrès souverain, a résolu de faire connaître sa conception de l'Enseignement Professionnel Public. Certes, il s'appuie sur les mandats historiques du SNETAA tels qu'ils ont été adoptés avant le congrès de TARASCON-SUR-ARIEGE en 2004 ; mais il ne peut, à propos d'un sujet aussi brûlant que celui de l'Enseignement Professionnel, surtout dans la situation qui lui est faite actuellement, esquiver le cadre politique, économique et social dans lequel cet enseignement est contraint et malmené.

A) La pensée dominante : l'idéologie libérale

Aujourd'hui, les ploutocrates ont le vent en poupe. N'est-ce pas un ancien cadre de l'OREAL qui est le ministre de l'Education Nationale ? Et ne conduit-il pas cette Institution républicaine, qui est un service public, comme le *manager* d'une grosse entreprise plus soucieux des actionnaires que des personnels et des « clients » qui en l'occurrence sont les futurs citoyens ... Ces gens-là, dont la référence déifiée est l'argent, massacrent l'enseignement pro grâce à des complicités syndicales avec autant de désinvolture qu'ils ont de mépris pour les valeurs républicaines !

1/ Une distorsion : de l'égalité à l'égalitarisme

L'égalité des droits est un principe républicain que les tenants du libéralisme ont perverti en égalitarisme, et depuis longtemps. Le collège unique est l'exemple le plus visible de cet égalitarisme

générateur d'inégalités sociales criantes. Au lieu d'y déceler, par différentes pratiques éducatives, **les aptitudes diverses de tous les enfants**, on y pratique l'*a priori* que seule la capacité à manier les concepts serait scolairement correcte et que le geste ne pourrait donner accès aux concepts, ce qui est (pré)historiquement d'une inexactitude outrepassante. Ainsi, le jeune garçon et la fillette qui sont décrétés scolairement inaptes aux termes de cet *a priori* stupide, dangereux et injuste, sont-ils, dès leur jeune âge, voués par des maîtres que chapeautent des cadres institutionnels imbus de leurs fausses bonnes idées, à la relégation socio-scolaire qui peut prendre bien des formes toutes labellisées par un système d'orientation aussi absurde que l'*a priori* qui l'instrumentalise.

Dans les voies générales et technologiques, à l'extrémité du *cursus* aboutissant au bac, il y a apparente prolifération des formes que prend ce diplôme. Mais, en fait, ces bacs démultipliés par rapport à un baccalauréat de base plus généraliste touchent un nombre très restreint d'élèves dont les familles sont confortées dans l'illusion perverse que l'égalitarisme vaut mieux que l'égalité.

A partir de là, se hiérarchisent les établissements secondaires du second cycle, des lycées modèles, ceux de type « Henri IV », sis au centre-ville et dans les quartiers huppés jusqu'aux classes à décrochage avec l'éventuel sauvetage par la MGIEN ; ou, si vraiment le cas semble désespéré, du moins à l'aune de l'égalitarisme inégalitaire, l'adolescent est condamné à l'apprentissage brut de décoffrage. **Cette condamnation est sociale et politique** ; elle signifie que le jeune n'est ni socialisé ni socialisable, qu'il ne peut exercer sa liberté ni son droit à l'égalité, qu'il ne peut servir ni l'entreprise ni la Cité ... Voilà un *a priori* qui s'arroge le pouvoir de discriminer les futurs citoyens quand **la République veut tous ses citoyens, a besoin de tous ses citoyens : c'est pourquoi l'égalitarisme pratiqué du collègue unique au baccalauréat prétendument diversifié n'est ni démocratique ni républicain.**

2/ Et le mérite républicain ?

Sur la base de l'égalitarisme, antinomique de l'égalité républicaine, le mérite républicain est devenu une sinistre blague puisqu'il est destiné à estampiller ce qui n'est que de la reproduction sociale au bénéfice des nantis et aux dépens des autres : les diplômes qualifiants de l'Enseignement Agricole aux enfants d'agriculteurs, Polytechnique aux fils et petits fils de polytechniciens et centraliens, le *numerus clausus* pour que les rejetons des mandarins des CHU soient médecins comme papa et maman ... et les enfants des classes moyennes et modestes voués à l'avenir incertain d'une économie saccagée en voie de destruction.

La réalité est crûment que **le système scolaire dans l'éventail de ses trois voies générale, technologique et professionnelle est élitiste** : dans chacune de ces voies, il n'est pas question de faire réussir **tous** les élèves, mais de pratiquer la sélection la plus éhontée en recourant à toutes les formes de récupération des meilleurs élèves des voies concurrentes : c'est la fonction véritable quoique tacite des classes « passerelles » ... Il peut même y avoir des cas aberrants... Ainsi, naguère, les classes techno préparant au bac F comptaient de meilleurs matheux que les classes de S.

Cet élitisme forcené, et si peu républicain n'en déplaît à Jack LANG qui voulait de l'élitisme pour tous, associé au pervers égalitarisme, entretient le sentiment, qui n'est pas faux, que l'Ecole de la République est de moins en moins républicaine.

A qui la faute ?

B) Les désastres de la guerre idéologique

L'idéologie libérale est le moteur de la mondialisation, ce système économique et social fonctionnant dans l'intérêt du grand capital interlope, actionnarial et spéculatif, qui dévaste la vie économique et sociale à l'instar de la guerre : friches industrielles, désertification des anciens bassins d'emplois, destruction des savoir-faire, paupérisation des travailleurs, clandestinité du travail, mouvements de populations chassées par la misère, multiplication des mal logés et des sans logis, profiteurs de guerre qui étalent leurs rolex et autres accessoires *bling-bling* aux yeux des files d'attente des restaurants du cœur, ou pendant le long déroulement des quêtes caritatives organisées, comme le Téléthon, pour sauver des vies que les finances de l'Etat ignorent, etc. Cette guerre monstrueuse fait quotidiennement des victimes que les courbes ascendantes du chômage traduisent imparfaitement et que la ruine de la GRECE, de l'IRLANDE, de l'ISLANDE, du PORTUGAL, de l'ESPAGNE montre au contraire crûment. **Les défaites**

que subissent chaque jour les classes laborieuses et la jeunesse se mesurent aux éclats tonitruants des hausses boursières et immobilières. La démocratie, là où elle existe, est confisquée par les ploutocrates qui imposent aux gouvernements les *diktats* des agences d'évaluation ; en outre, là où elle n'existe pas encore, son avenir est entravé par le prestige dont les représentants des soi-disant démocraties auréolent les dirigeants tyranniques, tels POUTINE ou le PC chinois.

Le mythe de la crise financière justifie comme celui de l'égalitarisme tous les reculs sociaux. L'immense trucage de la crise financière de 2008 a permis à la finance mondiale de rafler des sommes énormes aux dépens non seulement de l'épargne laborieuse mais du travail lui-même. Et le trucage continue avec l'imbécile et mortifère politique de réduction des déficits publics qui détruit les acquis sociaux, les services publics, l'emploi, l'autorité de l'Etat-Nation, les lois de la Cité au seul bénéfice de l'enrichissement prodigieux de moins d'un million d'individus dans le monde.

La guerre totale que ces ploutocrates criminels livrent à l'humanité se déroule jusqu'au cœur des établissements scolaires avec l'évidente et irresponsable complicité des organisations syndicales.

C'est pourquoi le SNCA e.i.L. Convergence ne dissocie pas son action pour restaurer un enseignement pro digne de ce nom et, par conséquent, respectueux de ses personnels et au service de la réussite des élèves qu'il accueille, de celle qu'il mène afin de rendre leurs droits aux travailleurs et, aux citoyens, la souveraineté que la République leur a donnée et que certains ont la prétention de leur confisquer.

C) Enseignement pro et culture technique : des traits identitaires

1/ Culture technique ou métier ?

En Europe, seuls deux états connaissent et pratiquent l'enseignement professionnel : la France et l'Allemagne. **Partout ailleurs, y compris hors d'Europe, cet enseignement n'est pas différencié de l'enseignement des techniques, c'est-à-dire de celui des sciences appliquées.** Il s'agit moins, dans ce cas, d'apprendre un métier que de connaître et maîtriser certains gestes donnant une habileté dans les occurrences de la vie professionnelle, une fois acquise la connaissance technique. **Le métier est bien, lui aussi, un savoir faire complexe, un ensemble de geste à la précision raffinée ; mais il est plus que cela : un savoir être dans la société, le savoir faire étant inséparable d'une culture spécifique, voire d'une sociabilité particulière,** permettant non pas de hiérarchiser, mais d'identifier socialement et culturellement le détenteur de ce savoir faire. Alors le savoir faire s'obtient par la transmission du modèle par des maîtres qui le possèdent déjà et l'ont reçu eux-mêmes antérieurement : cela s'appelle l'enseignement.

2/ Exceptions et spécificités

Il se trouve que cette identification par le métier a son double dans la construction des identités nationales*** et que, pour la France et l'Allemagne, l'enseignement professionnel participe à l'édification de cette identité nationale.

- En Allemagne, la construction de l'unité nationale à l'époque bismarckienne s'est faite sur **le jumelage de l'industrialisation et de l'impérialisme scellé définitivement et identitairement dans la conquête des territoires** pris à la France. La survie de l'Allemagne, après la défaite de 1918, s'est opérée par la mise à la disposition de son réarmement de tout le potentiel de la grande industrie. Après l'effondrement du national-socialisme, en 1945, sa reconstruction en deux morceaux s'est achevée par la réunification au profit de la RFA à laquelle les premières phases de la construction européenne n'avaient pas imposé la totale dénazification de la grande industrie. Aujourd'hui, dans la guerre économique que les Etats dominés par l'idéologie libérale livrent moins à leurs concurrents qu'à leurs propres populations, l'Allemagne, pourtant démographiquement dévitalisée, tire au mieux son épingle du jeu. C'est toujours la même alliance belliqueuse de l'impérialisme mercantile et de l'industrie qui prévaut, assortie à l'apprentissage fournissant le savoir faire indispensable à de nouvelles conquêtes de marchés.
- La situation de l'enseignement pro est tout à fait différente en France et, ce, depuis la Révolution, donc antérieurement au décollage industriel. Que ***l'Encyclopédie*** ait compté plus de volumes de planches explicitant les savoir-faire des hommes que de volumes de textes n'est déjà pas banal. Mais les

préoccupations éducatives des révolutionnaires, même si leur aboutissement fut longtemps différé, ont aussi porté, pour ou contre d'ailleurs, sur **la mise en place d'un enseignement professionnel conduisant aux métiers**. Paternalisme catholique, influence des protestants que la Révolution a introduit définitivement dans le corps civique de la Nation, même la crainte (le livret ouvrier) ou l'altruisme plus ou moins durable (les ateliers nationaux de 1848) envers cet homme vivant de son métier manuel, **tout contribue en France, pendant les trois quarts de siècle qui mènent de la Révolution à l'installation durable sinon définitive de la République, à la création d'écoles professionnelles**. Ensuite, la République, quand elle n'est pas confisquée par ses ennemis, travaille à développer les différentes voies possibles d'instruction et de formation qui lui donneront des citoyens et des travailleurs républicains. Là, les seules conquêtes envisagées **sont la pratique par tous de la liberté, et il y faut de l'enseignement, et la concrétisation de l'égalité des droits à commencer par celui de vivre décemment de son métier, il y faut aussi de l'enseignement**.

III - L'apprentissage

A) La culture de la lettre morte

Pour suivre des modèles étrangers, en particulier celui de l'Allemagne, il est de bon ton, depuis l'époque MITTERRAND, de vanter l'apprentissage comme la panacée contre tous les maux socio-économiques. L'ère SARKOZY n'innove donc pas en la matière. Mais **en même temps qu'est annoncé le développement de cette procédure de formation, les conditions d'embauche deviennent drastiques et les subventions sont tarées**. Que cela soit une façon de faire à laquelle SARKOSY recourt systématiquement, annoncer et ne pas appliquer, n'enlève rien à l'odieux d'une telle politique concernant une part non négligeable des jeunes de ce pays.

1/ *Faux semblants syndicaux*

Mais, dans le monde syndical, qui s'intéresse vraiment à la question ? Traditionnellement, la CGT était favorable à l'apprentissage qu'elle considérait comme un temps non seulement de formation professionnelle mais aussi de formation militante. Dans le contexte de désindustrialisation que connaît la France, cette conception idéologique de l'apprentissage a du plomb dans l'aile.

Le SNETAA avait, lui aussi, pour des raisons idéologiques, une approche de rejet de l'apprentissage. Toutefois, s'il refusait le recours à l'apprentissage comme substitut de la formation initiale pour réserver celle-ci à l'Education Nationale dans le cadre des LP, il ne pouvait complètement l'exclure de la formation professionnelle proprement dite selon le rythme de l'alternance.

Les autres organisations ont des points de vue proches du désintérêt pour une question subalterne lorsque la revendication maîtresse est l'allongement de la scolarisation obligatoire jusqu'à 18 ans comme pour la FSU, ou l'intégration des personnels enseignants dans un corps unique et dans un syndicat généraliste comme pour le SGEN, ou que la culture syndicale est axée principalement sur la scolarité primaire comme pour le SE-UNSA. En gros, **l'apprentissage est, pour ces syndicats, une question suffisamment in-intéressante et médiocre pour qu'elle soit laissée à d'autres ...**

Mais il y a aussi les radicaux, les entêtés du « *niet* », les mêmes qui pratiquent le syndicalisme du tout ou rien, « utopistes » fourvoyés, comme c'est le cas pour la CGT-FO qui refuse l'apprentissage par principe. Mais quel(s) principe(s) ? Comme par hasard, c'est cette organisation qu'a rejointe la direction du SNETAA, après avoir sabordé l'Enseignement Professionnel Public et liquidé une organisation syndicale qui avait un poids revendicatif historique ...

2/ *La responsabilité du SNCA e.i.L. Convergence*

Dans la mesure où le SNCA e.i.L. Convergence a repris les mandats du SNETAA datant d'avant le congrès de TARASCON-SUR-ARIEGE, en particulier ceux du Congrès d'ANGLET, **il est légitime que son congrès se positionne clairement sur la question de l'apprentissage**.

Cela est légitime pour plusieurs raisons :

- des PLP ont intégré le SNCA e.i.L. Convergence et sont inquiets pour l'avenir de leurs élèves et le leur,

- y compris dans la relation entre l'enseignement pro qu'ils pratiquent et l'apprentissage ;
- la MGIEN est depuis les débuts du SNCA e.i.L. Convergence une de ses préoccupations constantes ;
 - la pensée dominante, diffusée par l'idéologie libérale, méprise et exploite les maillons faibles de la société au nombre desquels se trouvent les jeunes gens qui relèvent de la MGIEN et/ou de l'apprentissage.

Lorsqu'une organisation syndicale, comme la nôtre, n'oublie pas qu'un des objectifs impératifs que lui fixe la **Charte d'Amiens** est l'émancipation des travailleurs, **elle se doit de réfléchir, au stade de la formation des futurs travailleurs, à la façon dont il est possible, et à quelles conditions, de préparer cette émancipation quand cette formation passe par l'apprentissage.** Esquiver cette réflexion ferait du SNCA e.i.L. Convergence une organisation syndicale fuyant ses responsabilités existentielles, par conséquent une organisation comme bien d'autres, trahissant ses mandants parfois délibérément mais distillant surtout sa trahison à la petite semaine.

B) L'argent, le nerf de l'apprentissage

Pour bien cerner les questions que pose la formation, y compris initiale, par l'apprentissage, il y a deux axes à suivre : celui de l'argent qu'il met en jeu, d'abord, **celui du cadre territorial dans lequel il s'exerce, ensuite.**

Comme l'enseignement pro dans son ensemble, l'apprentissage qui en est une des branches met en jeu d'énormes masses d'argent. Outre les équipements spécifiques dont les élèves, apprentis ou non, disposent dans les établissements scolaires, qui sont toujours beaucoup plus coûteux que ceux des établissements d'enseignement général, **l'apprentissage fonctionne sur des avantages financiers, dégrèvements et subventions, consentis aux entreprises et aux maîtres d'apprentissage.** Mais ce n'est pas tout : dès qu'il est dégrossi, l'apprenti, par le travail qu'il fournit dans l'entreprise, est une source de profit. D'ailleurs, même lorsqu'il ne sait encore rien faire de tangible, il peut toujours faire quelques menues tâches d'entretien ou rendre de petits services qui représentent aussi des sous, et même beaucoup de sous !

C'est la première raison pour laquelle, même quand ils font la fine bouche, certains patrons ne négligent pas cette main d'œuvre très bon marché. Toutefois, il y a encore des lois qui imposent aux patrons des contreparties financières en faveur des apprentis ; cela est à mettre dans la balance où sont soupesés sur l'autre plateau les dégrèvements fiscaux, les exonérations de charges sociales, les éventuelles subventions. Que la balance penche en faveur de l'alternance au-delà de la formation initiale, quand cette formation avant ou après le bac rend déjà performant l'apprenti, s'explique facilement : une main d'œuvre motivée, en voie de qualification, pas chère au vu de son savoir-faire et la kyrielle d'avantages pécuniaires qui l'accompagne, quelle aubaine !

Pas étonnant que le patronat d'une certaine envergure économique soit si favorable à l'apprentissage post-bac ! Et même qu'il fasse du pré- recrutement à bas coût : chassez le CPE par la porte de devant, il revient au galop par la porte de derrière !

Il faut donc déterminer si cette masse d'argent dont le flux est plutôt à sens unique dans la situation présente, ne pourrait pas avoir des parcours différents : **l'autonomie financière de la jeunesse passe sans doute par une gestion différente de tout cet argent** qui provient de toute façon des contribuables, donc des travailleurs et des citoyens ... Bien entendu, les tenants du libéralisme qui nous gouvernent ou aspirent à nous gouverner ne prendront pas l'initiative d'une nouvelle gestion de l'argent mis en mouvement par l'apprentissage : il y faudra plutôt de la détermination syndicale !

C) La territorialisation de l'apprentissage : une tendance, un fait, une menace.

Aujourd'hui, l'apprentissage, comme branche de la « formation » professionnelle, relève de la compétence des régions. Mais le questionnement sur la pertinence de ce cadre territoriale doit dépasser le constat que, par le jeu électoral, les majorités politiques régionales sont, en gros, inverses de la majorité politique nationale. **Elles sont toutes des partisans du libéralisme, de son fonctionnement favorable aux nantis, et, en contre partie, à la soumission des autres aux exigences du profit.** Privées de ressources par l'inepte politique financière de lutte contre les déficits publics et de cadeaux aux entreprises,

peut-être à la veille de voir disparaître la taxe d'apprentissage comme a disparu la taxe professionnelle, confrontées à la fragilité des bassins d'emplois, idéologiquement désarmées puisque alignées sur la pensée dominante libérale, il est peu probable que les régions puissent impulser une politique de l'apprentissage moins conformiste et plus réfléchie que celle menée par le gouvernement. Il y a, au contraire, de forts risques que, parant au plus pressé, les régions soient pour la plupart d'entre elles amenées à **territorialiser au maximum la formation professionnelle dans toutes ses composantes, y compris l'apprentissage comme formation initiale et l'alternance dans le supérieur**. En effet, n'ayant pas la maîtrise de tous les financements, elles seront amenées, pour les contrôler tout de même au maximum, à pousser à la **territorialisation des personnels, voire à leur externalisation**, y compris les PLP. Ceux-ci pourront, certes, être encore chargés de véritables missions d'enseignement professionnel ; mais aussi, et de plus en plus, ils seront les forces d'appoint de l'apprentissage au lieu de le piloter, voire des supplétifs pour encadrer, sinon former, certaines cohortes d'enfants ou de jeunes adolescents en déshérence : des sous- profs à boucher les trous !

En désertant le combat syndical pour donner à ses membres de confortables sinécures à FO, la direction du SNETAA a commis contre les personnels qu'elle avait mission de défendre une indélébile mauvaise action. **Elle les a privés, à court terme, de l'avancée statutaire qu'ils avaient arrachée à ALLEGRE. Elle a, par la même occasion, donné au pouvoir un blanc seing pour miner le statut des fonctionnaires, en faire des « multi-tâches » dont les collectivités territoriales asphyxiées tenteront d'user et d'abuser.**

Ce contre-syndicalisme là, corrompu et corrupteur, le Congrès s'engage à le combattre comme **il s'engage à s'opposer à tout ce qui ferait échapper la mission éducative, y compris par l'apprentissage, au contrôle de la Nation.**

Une autre voie est possible que celle qui laisse à l'apprentissage, piloté par le patronat, et à la rue aussi, trop souvent, les 150000 à 200000 jeunes qui chaque année sortent du système scolaire sans aucun diplôme.

Encore une fois, la République a besoin de tous ses enfants ; elle les veut instruits pour qu'ils soient libres, éduqués pour en faire des citoyens, formés à être des travailleurs efficaces et respectés.

Le SNCA e.i.L. Convergence soutient ce projet républicain.

IV- Pour la dignité de l'enseignement pro, de ses professeurs et de ses élèves

En réplique au gouvernement sarkozien et aux méfaits commis, au nom de l'égalitarisme cynique et stérile, par DARCOS et le SNETAA réunis,

le Congrès affirme, en dépit de ceux qui prétendent le contraire, que l'Enseignement Professionnel Public est indispensable à la Nation et exige sa reconstruction.

Il l'exige en référence aux trois axes qui légitiment son existence et son action :

- La **Charte d'Amiens** qui prévoit l'émancipation des travailleurs,
- Le Programme du CNR qui donne à l'Etat républicain la mission d'éduquer la jeunesse et de former les travailleurs,
- Les principes de la République qui concernent les travailleurs puisqu'ils sont aussi des citoyens.

A) L'enseignement pro est un enseignement à part entière

Le SNCA e.i.L. Convergence considère que la remise en perspective pertinente de la place de l'enseignement professionnel dans le système éducatif français doit passer par la liquidation du collège unique qui impose aujourd'hui une orientation des élèves fondée sur des critères ethno-sociaux au lieu qu'elle devrait l'être sur des critères scolaires.

Est-ce à dire que tant que la transformation radicale du collège, à l'amont du lycée, ne sera pas intervenue, le LP, ses élèves et ses personnels doivent être les laissés pour compte du système éducatif,

et le rester ? Bien sûr que non.

Le Congrès considère que non seulement l'enseignement professionnel public est un élément structurant de l'École de la République mais que, par la pédagogie particulière qu'il implique et qu'il pratique, il doit être, à sa façon, le modèle qui permettra au lycée dans son ensemble de devenir enfin républicain.

Or, les avanies que l'enseignement pro essuie à tout propos et en toute occasion tient à une conception erronée de ce qu'est la technique, le faire, le geste. Dans le pays de DESCARTES, qui avant d'être un philosophe était un opticien mettant en évidence des lois physiques en procédant par l'expérimentation, c'est-à-dire la pratique du geste, il est paradoxal de découvrir à quel degré les cadres du système éducatif se méfient de ce geste et le méprisent et à quel point ils font partager ce mépris et cette méfiance aux profs et aux familles. **Tout ce qui relève du technique est intellectualisé au maximum de façon à en évacuer le geste**, sous le fallacieux prétexte que chacun ayant droit à toutes les formes d'enseignement, il est normal de mettre à la disposition des élèves hors LP ce qui, sous sa forme moins intellectualisée, en relève. Là se voit en plein exercice, et aux dépens de l'enseignement pro et de ses élèves, **l'idéologie égalitariste qui engendre, chaque fois qu'elle s'exacerbe, plus d'élitisme et, partant, plus d'inégalité !**

Par ailleurs, le geste a une utilité permanente dans les rapports de civilité et ...d'incivilité ! Intégré dans le *cursus* scolaire pour diversifier les voies d'accès à la connaissance, le geste en sera réhabilité et sa signification, lorsqu'il est incivil, sans doute plus facile à faire percevoir comme tel à son auteur : **le geste magnifié aide à lutter contre la violence scolaire !**

En conséquence

le Congrès exige des pouvoirs publics qu'à tous les niveaux du système éducatif, ils initient et développent au plus vite une pédagogie du geste permettant à terme de rendre à la population scolaire tout un pan de culture inutilement négligé et injustement oublié.

B) Pleins feux sur la spécificité

1/ La pédagogie par référentiel

La pédagogie par référentiel, construit sur un programme donné, est au cœur de l'enseignement professionnel et, en aucun cas, elle ne doit être éludée ; elle doit, au contraire, accompagner tous les actes d'enseignement, de la transmission des savoirs à l'évaluation des connaissances. **Cette pédagogie demande du temps et des évaluations successives et nombreuses, les examens.**

Force est de constater que la politique de raccourcissement du *cursus* de préparation au bac pro et la suppression du BEP font éclater la logique de cette pédagogie par référentiel. Peut-être la réforme DARCOS/SNETAA a-t-elle surtout cette finalité là ... En quoi se révèle encore davantage son absurdité. **En effet, l'enseignement professionnel est, en France et pour la République, une nécessité parce qu'il répond à une exigence sociale**, et d'autant plus vive par les temps qui courent ... C'est pourquoi, une politique scolaire qui va si évidemment à contre courant des aspirations de la population et des besoins du pays discrédite ses auteurs, des opportunistes incapables, qui attendent la crise sociale au lieu d'y porter remède.

En conséquence :

le Congrès exige de la puissance publique qu'elle renonce à sa réforme dévastatrice, anti-sociale et anti-nationale et qu'elle entreprenne au plus vite une réflexion sérieuse, avec des partenaires sérieux, sur l'avenir de l'Enseignement Professionnel Public.

2/ Le CCF, le DI et la VAE

Le Contrôle en Cours de Formation n'est pas le contrôle continu. S'appliquant au Diplôme professionnels Intermédiaire, reliquat de BEP, il est l'instrument de la qualification du travail des élèves au même titre que n'importe quel examen.

C'est pourquoi,

il est impératif que les différentes phases de l'évaluation des élèves par le CCF ne soient pas dissociées de la mise en œuvre du référentiel et de celle du programme, ce que l'Inspection générale doit rappeler non seulement avec persévérance mais aussi avec intelligence.

En outre, même si, la plupart du temps, la pratique des PLP n'exclut pas les apprentis du DI, parce que les apprentis sont à leurs yeux, et à juste titre, des élèves ayant les mêmes droits que les autres élèves, il est nécessaire de renoncer officiellement à excepter du DI les apprentis afin qu'ils puissent être, dans l'obtention des diplômes professionnels et qualifiants, à égalité avec leurs camarades non apprentis. Il faut, d'autre part, rémunérer le travail supplémentaire qu'entraîne pour les PLP la préparation du DI par CCF.

Enfin :

**le CCF portant sur des diplômes d'Etat, il faut absolument interdire son exercice par les établissements privés.. Les fonctionnaires sont seuls compétents pour décerner des diplômes. Ils doivent le rester afin que la collation des diplômes quels qu'ils soient ne deviennent pas l'apanage d'officines privées érigées en agences de notation.
Le diplôme émane de la puissance publique ce qui garantit la laïcité de son contenu.**

Quant à la Validation des Acquis par l'Expérience, elle ne pourra subsister dans l'intérêt des publics qu'elle est censée viser que si l'opacité qui entoure son exercice fait place à la transparence. Certes, des *lobbies* ont intérêt à entretenir l'équivoque, sinon la confusion, autour de la VAE. Outre que cela est également dommageable à la laïcité, ce flou subsiste au détriment des candidats à la qualification. Là, encore, la puissance publique n'y trouve pas son compte ou se dérobe :

il est impératif de clarifier la VAE en établissant des critères précis à son obtention et en la laissant aux seules mains des fonctionnaires qualifiés comme le sont les PLP.

C) Un cursus scolaire complet

1/ Les contradictions du bac pro 3 ans

Le bac pro 3 ans casse la logique du bac pro précédent qui permettait d'entrer dans la vie active une fois acquise son obtention, appuyée sur celle, antérieure, du BEP. Il est évident qu'en dépit du DI, le nouveau bac pro sera beaucoup moins professionnalisant. C'est ce dont se sont rendus compte, mais un peu tard, les patrons de l'UIMM eux-mêmes.

Un des alibis de cette casse, alibi fort à la mode dans les directions des régions, c'est que le quota de 20 % de bacheliers pro ancienne manière devant poursuivre des études supérieures, était très loin d'être atteint. Or, le bac pro 3 ans sera beaucoup moins recherché par les employeurs que le bac pro ancienne manière. Il n'est pas juste ni équitable que les jeunes filles et les jeunes gens qui en choisissant la voie pro n'ont pas l'objectif, immédiat au moins, de poursuite d'études, se trouvent moins appréciés par leurs futurs employeurs que ne l'étaient leurs prédécesseurs.

Il est donc de la responsabilité du gouvernement de réparer au plus vite cette perte de valeur d'un diplôme résultant elle-même de la disparition d'un autre diplôme !

2/ Etudes supérieures pour bacheliers pro

Qu'en est-il de la poursuite d'études pour les bacheliers pro 3 ans ? Le bla bla du SNETAA sur la question est resté lettre morte : l'accès aux BTS de nombreux bacheliers pro n'est toujours pas à l'ordre du jour.

Comme n'est pas à l'ordre du jour la résolution d'une autre contradiction. Les BTS, dans leur fonctionnement et leur recrutement actuels, ont été mis en place pour accueillir les bacheliers technologiques ... **Jamais la question de la spécificité des BTS réservés au quota mythique des 20 % de bacheliers pro n'a été posée par les pouvoirs publics. Et encore moins celle liée à l'accueil des futurs bacheliers pro 3 ans !**

Pourtant, à partir d'expériences comme celles qui ont été menées, depuis 3 ans, dans quelques lycées (par exemple, au lycée René-Cassin de Paris),

Voir encadré page suivante...

Le SNCA e.i.L. Convergence revendique que la mise en place de BTS spécifiques soit discutée et programmée au plus vite sur les bases suivantes :

- Qu'il ne s'agisse pas d'ersatz de BTS.
- Que les conventions qui seront nécessaires pour établir des partenariats avec les acteurs économiques, privés et publics, du proche bassin d'emploi, que ces BTS se préparent ou non par l'alternance, réservent l'entière responsabilité pédagogique à l'Education Nationale, *via* le ministère de l'enseignement supérieur.
- Que la dimension culturelle soit largement prise en compte par cet enseignement post-bac pro.
- Que les PLP soient prioritairement appelés à conduire ces classes.
- Que le récent décret, par trop restrictif, labellisant certaines bivalences-techniciennes de PLP pour l'enseignement en BTS, soit revu en faisant place dans ce *cursus* à tous les PLP y compris ceux d'enseignement général
- Que les LP les accueillent prioritairement ces classes de BTS destinées aux bacheliers professionnels.

3/ Les CAP doivent revivre

La casse du bac pro et la disparition du BEP, cette politique de destruction ou de dévalorisation des diplômes, laissent entier le problème des jeunes qui ne souhaitent ou ne peuvent accéder à des études trop longues.

Il faut créer des CAP, en particulier dans le secteur du tertiaire avec, en tête, le souci de **la réussite des élèves : réussite scolaire, réussite de l'insertion professionnelle, réussite sociale**. C'est pourquoi, il est inadmissible que l'Education Nationale se laisse dicter sa conduite en matière de création de nouveaux CAP par des ministères dont les missions ne sont aucunement d'ordre éducatif. Dans une société post-industrielle, face à une économie en voie de désindustrialisation, le tertiaire fournit d'autres emplois que ceux liés à l'aide à la personne. Au ministère de l'Education Nationale d'en faire la prospection non pas pour aboutir une fois encore à de « l'affichage », mais bien à l'adéquation des formations avec les attentes des jeunes, de leurs familles et de la Nation.

V- La valeur du travail : statut et rémunération

Dans le marasme syndical des 20-30 dernières années, celui des reculades successives des organisations syndicales devant la violence scolaire, la mise à mal de la laïcité, les méfaits de l'orientation telle qu'elle fonctionne sur du non dit, mais impératif, ethno-socio-culturel, la paupérisation des fonctionnaires de l'Education Nationale, il y a eu cependant des moments de conquêtes. Ainsi, **le nouveau statut des PLP, négocié avec ALLEGRE et finalisé avec MELENCHON, au début des années 2000**, n'est-il pas une mince avancée : parité des PLP entre eux, parité des PLP avec le corps des certifiés. Cependant, il y avait, dans la réécriture de ce statut, des perspectives novatrices sur le déroulé de carrière qui n'ont pas été prises en compte par les successeurs des négociateurs ...

Il y avait là, pourtant, non seulement de réels avantages pour les PLP, mais aussi, si en les utilisant, ils en avaient montré le bien fondé, la possibilité de faire bouger positivement le statut et la carrière des autres corps de l'Education Nationale.

L'inertie syndicale de ceux qui auraient dû faire fructifier les avancées de ce nouveau statut n'est pas pour rien dans l'accélération du démantèlement des statuts des différents corps de fonctionnaires. Il ne faut jamais perdre de vue que ce démantèlement, voulu par le libéralisme, entraîne la banalisation du métier de fonctionnaire, en particulier dans le cas où ces fonctionnaires sont des professeurs. En en faisant des besogneux, comme il y en a tant dans les professions libérales, leur mission républicaine de former la jeunesse républicaine s'oublie ; et, corollaire de cet oubli, **la morale sociale qui justifie la Fonction Publique se dégrade, se corrode, avant de se putréfier**.

Est-ce cela que la République a voulu pour l'Ecole où elle prend en charge l'instruction, l'éducation et la formation de ses enfants ?

Il semble que les pouvoirs publics aient complètement perdu le cap de la mission républicaine de l'Ecole Laïque.

En conséquence, pour reprendre la bonne route,

le SNCA e.i.L. Convergence exige l'application de la totalité du statut des PLP, sur la base d'une étude sérieuse, avec des interlocuteurs sérieux, des possibilités de mieux être professionnel qu'il prévoit.

Même si le problème de la paupérisation des personnels déborde largement la situation des PLP, il est évident que ces personnels, malgré les « bâtons dans les roues » que s'ingénient à leur opposer l'alliance effective du pouvoir et des organisations syndicales dites représentatives, se dévouent sans compter à la réussite de leurs élèves : innovation pédagogique, suivi attentif, multiplicité des tâches pédagogiques ... Il en résulte que les PLP sont parmi les champions de l'augmentation de la productivité exigée sans contrepartie pécuniaire par l'Institution Scolaire et par la RGPP ! Pour que cesse ce refus de reconnaissance du travail réellement fourni et de sa valeur économique, sociale et morale,

le SNCA e.i.L. exige une mise à l'étude, entre partenaires sérieux, des conditions de travail des PLP, et de tous les autres personnels, enseignants ou non, de l'Education Nationale, afin de mesurer l'augmentation de la charge de travail liée à l'amélioration de la productivité, et d'y adapter les rémunérations.

A l'occasion de cette revendication, il rappelle son mandat :

Refonte négociée de la grille indiciaire des fonctionnaires pour y inclure 1/ les grades de hors classes ou assimilés, 2/ les indemnités, avec augmentation du point d'indice.

Les congressistes et ceux qu'ils ont chargé de mettre en forme leurs discussions et leurs décisions ne peuvent clore leur contribution à la réflexion sur l'état et l'avenir de l'Enseignement Professionnel Public sans lancer **un appel aux PLP qui se sentent trahis par l'organisation syndicale qui était historiquement la leur. Qui se sentent trahis et abandonnés.** Car, de la FSU à FO, en passant par le SE-UNSA, la CGT, le SGEN-CFDT et quelques autres, ils savent que, dans ces unions, centrales, fédérations et confédérations, obsédées par la « reconpo » et l'avenir de notables des membres de leurs appareils, la question de l'existence même de l'Enseignement Professionnel Public est tenue pour subalterne. Alors, son avenir ! ...

Qu'ils soient bien persuadés, par conséquent, que la mission historique du SNCA e.i.L. Convergence de **défendre les valeurs et les missions républicaines de l'Ecole**, lui impose de faire valoir, avec la même force de conviction, l'égalité de dignité des voies que L'Education Nationale propose pour instruire, éduquer, former la jeunesse, **l'égalité de dignité des jeunes qu'elles accueillent respectivement et l'égalité de dignité des maîtres qui y accomplissent les hautes tâches que la Nation leur confie.**

Le Secrétariat National et la Commission Ouvrière AAPLP

* *Convention passée entre Jack LANG et l'UIMM*

** *Révision Générale des Politiques Publiques*

*** *Voir la contribution du SNCA e.i.L. Convergence au débat sur l'identité nationale*

**Un syndicat ne vit pas que d'air pur et d'eau fraîche : pensez à régler vos cotisations !
(bulletin d'adhésion et tarif sur le site et dans BAC 38)**